

TRAITÉ DE DROIT CIVIL

couronné par l'Académie des sciences morales et politiques
Prix Dupin Aîné

Sous la direction de Jacques Ghestin

Introduction à la responsabilité

Ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales et politiques
Prix Demolombe

Geneviève Viney

Professeur émérite à l'Université Paris I
(Panthéon-Sorbonne)

3^e édition

L.G.D.J

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	VII
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	3

TITRE I L'ÉVOLUTION GÉNÉRALE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE

CHAPITRE I — LES ORIGINES DU SYSTÈME ACTUEL	7
SECTION I. — LA PÉRIODE ANTÉRIEURE À LA RÉDACTION DU CODE CIVIL	7
§ 1. — <i>Les deux traditions d'où est issu le droit français</i>	7
A. — Le droit romain	8
B. — Les lois « barbares » en vigueur à l'époque franque	12
§ 2. — <i>L'ancien droit français</i>	13
SECTION II. — LA RESPONSABILITÉ DANS LE CODE CIVIL	20
CHAPITRE II — LA PÉRIODE CONTEMPORAINE	26
SECTION I. — LES TRANSFORMATIONS DU DROIT POSITIF	28
§ 1. — <i>Les mutations provoquées par le développement de l'assurance de responsabilité civile</i>	29
I. — Le stimulant apporté par l'assurance de responsabilité au développement de la responsabilité civile	32
II. — Les transformations apportées à la responsabilité civile par l'assurance de responsabilité	33
A. — Le déclin du rôle attribué à la faute subjective	33
B. — L'effacement du responsable derrière l'assureur	42
§ 2. — <i>Les mutations provoquées par la socialisation directe de certains risques</i>	45

I. — Le processus de socialisation directe de certains risques.....	46
II. — L'incidence de la socialisation directe des risques sur la responsabilité civile	65
A. — Le droit positif.....	66
1) Le schéma habituel	66
2) Les hypothèses dans lesquelles la responsabilité civile est écartée.....	68
B. — Appréciation critique.....	70
SECTION II. — LA REMISE EN CAUSE DES ORIENTATIONS FONDAMENTALES DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE.....	75
§ 1. — <i>Les hésitations relatives à la place que doit occuper la responsabilité civile</i>	76
I. — Les données du problème de la concurrence entre responsabilité civile et procédés de socialisation directe des risques.....	76
A. — L'indemnisation des dommages	77
B. — La répartition de la charge de réparations.....	82
C. — Le rôle normatif de la responsabilité	86
1) La dissuasion et la prévention des comportements antisociaux.....	87
2) La responsabilité civile, facteur de transformation du droit existant	90
II. — La variété des réponses données au problème de la concurrence entre responsabilité civile et procédés de socialisation directe des risques	96
A. — L'extension de la sécurité sociale aux dépens de la responsabilité civile	97
B. — Le remplacement de la responsabilité civile par un système d'assurance directe.....	98
C. — L'orientation du droit français	101
§ 2. — <i>Les hésitations relatives au fondement de la responsabilité civile</i>	107
I. — Le débat relatif à la place de la faute en tant que fondement de la responsabilité	108
A. — Les premiers assauts contre l'emprise absolue de la « faute » sur la responsabilité civile (1880-1914)	109
1) L'apparition de la théorie du « risque »	109
2) L'influence de la théorie du risque.....	111
B. — Les tentatives faites pour dégager un fondement approprié aux nouveaux développements de la responsabilité civile (de 1918 à 1964)	114
C. — La relance des controverses relatives au rôle de la faute dans la responsabilité civile (à partir de 1964).....	117
II. — La protection des droits subjectifs, nouveau fondement de la responsabilité civile ?	122
§ 3. — <i>Le bilan de la crise : l'avenir de la responsabilité civile</i>	127
I. — La méthode appropriée à la réforme de la responsabilité civile....	131
II. — Le champ d'application des réformes	133
III. — L'orientation générale des réformes.....	135
A. — L'assimilation par le droit positif des conséquences de la collectivisation des risques.....	136
1) L'indemnisation des dommages.....	136
2) La sanction civile des actes illicites.....	141

3) La mise en place d'un régime d'indemnisation adapté aux dommages de masse issus des risques sériels.....	144
B. — La réglementation de l'indemnisation.....	146
C. — Vers une implication accrue de la responsabilité dans la prévention des dommages.....	151

TITRE II

RESPONSABILITÉ CIVILE ET RESPONSABILITÉ PÉNALE

CHAPITRE PREMIER — LA DIVERSIFICATION DES RÉPONSES DU DROIT AU PHÉNOMÈNE DE LA DÉLINQUANCE.....	161
--	------------

SECTION I. — LA DISTINCTION ENTRE RÉPRESSION PÉNALE ET RESPONSABILITÉ CIVILE.....	161
--	------------

§ 1. — <i>L'apparition de la distinction entre répression pénale et responsabilité civile.....</i>	<i>161</i>
--	------------

§ 2. — <i>L'évolution des rapports entre répression pénale et responsabilité civile depuis les codifications napoléoniennes.....</i>	<i>166</i>
--	------------

I. — Les tendances au rapprochement.....	166
--	-----

II. — Les limites du rapprochement.....	177
---	-----

SECTION II. — LA CRÉATION D'UNE GARANTIE D'INDEMNISATION AU PROFIT DES VICTIMES D'INFRACTIONS.....	181
---	------------

CHAPITRE II — LA MISE EN JEU PAR LA VICTIME DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE ET PÉNALE DE L'AUTEUR DE L'INFRACTION.....	187
---	------------

SECTION I. — LA FACULTÉ RECONNUE À LA VICTIME D'OPTER EN FAVEUR DE LA VOIE PÉNALE	188
--	------------

Sous-section 1. — L'action civile à fin principalement indemnitaire ou action civile <i>stricto sensu</i>	194
--	-----

§ 1. — <i>La recevabilité par le juge pénal de l'action civile en réparation du dommage causé par l'infraction.....</i>	<i>195</i>
---	------------

I. — L'existence d'une infraction pénalement punissable susceptible de justifier le déclenchement d'une action publique	197
--	-----

II. — Absence de toute disposition excluant explicitement ou implicitement la compétence de la juridiction répressive.....	201
---	-----

III. — L'action en responsabilité ne doit pas avoir été préalablement engagée devant la juridiction civile.....	205
--	-----

IV. — L'exigence d'un dommage personnel directement causé par l'infraction.....	209
--	-----

A. — L'interprétation jurisprudentielle de l'exigence d'un dommage personnel directement causé par l'infraction.....	211
---	-----

1) Les infractions ayant entraîné plusieurs dommages de natures différentes.....	211
---	-----

2) Les victimes indirectes de l'infraction.....	213
---	-----

3) Les représentants légaux et les mandataires de la victime	226
4) L'action civile des personnes morales.....	229
5) Infractions à une législation d'intérêt général.....	242
B. — Appréciation critique de la politique de la Chambre criminelle quant à la recevabilité de l'action civile.....	247
§ 2. — <i>Les effets de l'action civile en réparation du dommage causé par l'infraction</i>	252
I. — Les effets civils de la demande d'indemnisation portée devant le juge pénal.....	252
II. — Les effets de la demande d'indemnisation portée devant le juge pénal sur la mise en œuvre de la répression.....	265
Sous-section II. — L'action de la partie civile à fin exclusivement répres- sive ou vindicative.....	270
§ 1. — <i>La recevabilité des actions émanant de victimes privées du droit de demander réparation devant le juge pénal</i>	271
A. — Les bénéficiaires de la tendance libérale.....	271
B. — Les conditions de recevabilité de l'action de la partie civile qui ne demande pas d'indemnisation.....	275
§ 2. — <i>Les effets de l'action de la partie civile qui ne demande pas d'indemnisation</i>	276
SECTION II. — LA PRIMAUTÉ DU CRIMINEL SUR LE CIVIL.....	280
Sous-section I. — Les manifestations générales de la primauté du criminel sur le civil.....	281
§ 1. — <i>Le principe de la solidarité ou de l'unité des prescriptions de l'action civile et de l'action publique et son atténuation par la loi du 23 décembre 1980</i>	281
§ 2. — « <i>Le criminel tient le civil en l'état</i> ».....	285
§ 3. — <i>L'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil</i>	292
A. — Les appréciations dotées de l'autorité absolue de la chose jugée au criminel.....	298
1) Les décisions dotées de l'autorité absolue de la chose jugée au criminel sur le civil.....	299
2) Les énonciations de la décision pénale qui sont dotées de l'autorité de la chose jugée sur le civil.....	300
B. — L'identité entre la chose déjà jugée au criminel et celle qui doit l'être au civil.....	305
1) L'appréciation du fait dommageable.....	305
2) L'appréciation du préjudice.....	313
3) L'appréciation du lien de causalité entre le fait domma- geable et le préjudice.....	314
Sous-section II. — Les conséquences du principe de la primauté du criminel sur le civil propres à certaines infractions.....	315
§ 1. — <i>Les infractions non intentionnelles</i>	315
I. — L'affirmation du principe d'identité de la faute pénale d'imprudence et de la faute civile.....	315
II. — L'affaiblissement du principe d'identité de la faute pénale d'imprudence et de la faute civile.....	318
A. — Les réactions doctrinales.....	318

B. — Les évolutions jurisprudentielles et les réformes légales qui ont contribué à affaiblir le principe d'identité de la faute pénale d'imprudence et de la faute civile.....	320
III. — La dissociation de la faute pénale non intentionnelle et de la faute civile.....	326
§ 2. — <i>Les infractions de presse</i>	332
I. — Les principales étapes de l'évolution jurisprudentielle.....	334
II. — Les perspectives d'avenir	345
CHAPITRE III — LA GARANTIE D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'INFRACTIONS PAR APPEL À LA SOLIDARITÉ NATIONALE	354
SECTION I. — LE SYSTÈME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'INFRACTIONS ORGANISÉ PAR LES ARTICLES 706-3 À 706-15 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	356
Sous-section 1. — La portée de la garantie d'indemnisation organisée par les articles 706-3 à 706-15 du Code de procédure pénale	356
§ 1. — <i>La finalité sociale de la loi du 6 juillet 1990</i>	356
§ 2. — <i>Les dommages pris en charge par le fonds</i>	360
I. — Les dommages dont la victime peut obtenir la réparation intégrale	360
1) L'origine du dommage.....	360
2) La nature du préjudice.....	362
3) La gravité du dommage.....	364
II. — Les dommages qui ne donnent lieu qu'à l'octroi d'un secours par le fonds de garantie.....	364
§ 3. — <i>La mise en œuvre du droit des victimes contre le fonds d'indemnisation</i>	367
I. — Le caractère immédiat de la dette du fonds d'indemnisation	367
II. — La procédure à suivre	368
III. — L'évaluation de l'indemnité.....	372
A. — Le pouvoir d'appréciation appartenant aux CIVI.....	372
B. — Les causes de limitation ou de suppression de l'indemnité.....	374
Sous-section 2. — Les relations entre le régime d'indemnisation issu des articles 706-3 et suivants du Code de procédure pénale et les autres voies de droit ouvertes aux victimes	379
§ 1. — <i>La situation des victimes</i>	379
I. — L'octroi aux victimes d'une garantie d'indemnisation qui s'ajoute aux droits dont elles disposent par ailleurs contre le ou les responsables	379
II. — Les précautions prises afin d'éviter une sur-indemnisation des victimes.....	381
§ 2. — <i>Les recours du fonds d'indemnisation contre les responsables</i>	382
SECTION II. — L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES DE TERRORISME	384
I. — Les dommages pris en charge par le fonds de garantie	386
II. — La mise en œuvre du droit des victimes contre le fonds de garantie.....	387

A. — La procédure à suivre	387
B. — L'évaluation des indemnités	389
III. — Les relations entre le régime spécial d'indemnisation des victimes d'actes de terrorisme et la responsabilité civile	390

TITRE III

LA DISTINCTION ENTRE RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE ET RESPONSABILITÉ EXTRA-CONTRACTUELLE

CHAPITRE I — LES CONTROVERSES RELATIVES À L'EXISTENCE DE LA DISTINCTION	395
--	-----

SECTION 1. — LA CONTROVERSE ENTRE PARTISANS D'UN RÉGIME UNIQUE DE RESPONSABILITÉ ET PARTISANS DE DEUX RÉGIMES DISTINCTS	396
---	-----

SECTION 2. — LA CONTROVERSE RELATIVE À LA PERTINENCE DU CONCEPT DE RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE	401
---	-----

CHAPITRE II — L'AMÉNAGEMENT ACTUEL DE LA DISTINCTION ENTRE RESPONSABILITÉS CONTRACTUELLE ET EXTRA-CONTRACTUELLE	422
--	-----

SECTION 1. — LES DIFFÉRENCES EXISTANT ENTRE LE RÉGIME DE LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE ET CELUI DE LA RESPONSABILITÉ EXTRA-CONTRACTUELLE	422
--	-----

Sous-section 1. — Les différences affectant la détermination des « faits dont on doit répondre »	422
--	-----

§ 1. — <i>Le fait personnel : faute et inexécution contractuelle</i>	423
--	-----

I. — La comparaison entre les notions de faute délictuelle et d'inexécution contractuelle	423
---	-----

A. — La spécificité de l'inexécution du contrat par rapport à la faute délictuelle	425
--	-----

1) L'obligation contractuelle n'est pas, en principe, l'expression d'une règle de conduite ou d'une norme de comportement	425
---	-----

2) L'obligation contractuelle peut être dotée d'une intensité qui exclut toute appréciation de la conduite du débiteur	426
--	-----

B. — Le rapprochement entre l'inexécution de l'obligation et la faute délictuelle	427
---	-----

1) Le rattachement au contrat (et la conversion en « obligations contractuelles ») d'impératifs qui expriment, dans les rapports entre co-contractants, de véritables normes de comportement	428
--	-----

2) La qualification « d'obligations de moyens », facteur de rapprochement entre inexécution contractuelle et faute délictuelle	431
--	-----

II. — La comparaison entre régimes contractuel et délictuel quant à la charge de la preuve de l'inexécution ou de la faute	433
--	-----

§ 2. — <i>Le fait des choses</i>	435
--	-----

I. — La responsabilité pour le fait des choses utilisées par le débiteur pour l'exécution de son obligation contractuelle principale.....	436
A. — La jurisprudence antérieure à l'arrêt de la 1 ^{re} Chambre civile de la Cour de cassation du 17 janvier 1995.....	436
B. — La mise en exergue de la notion de « responsabilité contractuelle du fait des choses » par l'arrêt de la 1 ^{re} Chambre civile de la Cour de cassation du 17 janvier 1995	438
C. — Le retour à l'obligation de sécurité.....	439
II. — La responsabilité pour le fait des choses livrées en exécution du contrat	440
§ 3. — <i>Le fait d'autrui</i>	442
Sous-section 2. — Les différences affectant les conséquences de la responsabilité	447
§ 1. — <i>La variété des réactions possibles à l'inexécution du contrat</i>	447
§ 2. — <i>La réparation en nature</i>	450
§ 3. — <i>L'étendue de la réparation</i>	452
A. — Le dommage imprévisible	453
B. — Les conventions restrictives de responsabilité	453
C. — L'évaluation et le point de départ des intérêts de retard dus en cas de non-paiement d'une dette de somme d'argent	456
D. — L'obligation au tout des co-responsables	458
Sous-section 3. — Les différences affectant la mise en œuvre de la responsabilité.....	458
§ 1. — <i>La nécessité d'une mise en demeure</i>	458
§ 2. — <i>Le régime de l'action en responsabilité</i>	462
I. — La détermination de la juridiction compétente	462
1) Les actions qui ne relèvent pas du droit communautaire....	464
2) Les actions qui relèvent du droit communautaire.....	466
II. — La prescription extinctive de l'action en responsabilité	471
III. — La détermination du droit applicable à l'action en responsabilité	476
A. — Les principes de droit transitoire	476
B. — Les conflits de lois	477
1) Le champ d'application du règlement.....	481
2) Les règles de conflit de lois admises par le règlement	482
SECTION 2. — LA DÉLIMITATION DES DOMAINES RESPECTIFS DES RESPONSABILITÉS CONTRACTUELLE ET EXTRA-CONTRACTUELLE	490
Sous-section I. — La détermination du domaine de la responsabilité contractuelle	490
§ 1. — <i>La responsabilité contractuelle suppose l'existence d'un contrat déjà formé</i>	491
§ 2. — <i>La responsabilité contractuelle suppose l'inexécution d'une obligation née du contrat ou greffée sur celui-ci</i>	499
§ 3. — <i>La responsabilité n'est contractuelle que lorsqu'elle est invoquée entre co-contractants</i>	507
Sous-section 2. — La détermination du domaine de la responsabilité extra-contractuelle.....	527
§ 1. — <i>Inexécution des obligations extra-contractuelles</i>	527

§ 2. — <i>Les dommages qui se manifestent dans les relations para-contractuelles</i>	529
I. — Simple ressemblance avec une situation contractuelle.....	529
A. — La situation créée par un acte de volonté ne présentant pas le caractère d'un contrat.....	530
B. — Le contrat apparent ou nul.....	536
C. — Le contrat ayant fait l'objet d'une résolution pour inexécution.....	537
II. — Abus ou faute dans l'exercice d'un droit d'origine contractuelle.....	539
III. — Dommages indépendants de l'exécution du contrat bien que survenus à l'occasion de cette exécution.....	542
IV. — Responsabilité post-contractuelle et précontractuelle.....	545
A. — La responsabilité post-contractuelle.....	545
B. — La responsabilité précontractuelle.....	546
1) La rupture fautive des négociations.....	548
2) La responsabilité pour malformation du contrat.....	557
IV. — Les responsabilités résultant de l'inexécution du contrat dans les rapports des contractants avec les tiers.....	563
A. — La responsabilité d'un tiers envers le créancier de l'obligation inexécutée.....	564
1) Le domaine de la responsabilité délictuelle des tiers pour inexécution du contrat.....	566
2) Le régime de la responsabilité des tiers pour participation à l'inexécution du contrat.....	581
B. — La responsabilité du débiteur de l'obligation inexécutée envers les tiers.....	588
1) Les principales applications de la responsabilité délictuelle du débiteur pour manquement à une obligation contractuelle ayant causé un préjudice à un tiers.....	591
2) L'élargissement de la faute susceptible d'engager la responsabilité délictuelle du débiteur vis-à-vis des tiers victimes de l'inexécution.....	597
Sous-section 3. — La règle dite du « non-cumul des responsabilités contractuelle et extra-contractuelle ».....	611
§ 1. — <i>La consécration de la règle du « non-cumul » par la jurisprudence</i>	615
A. — Les solutions favorables au « non-cumul ».....	615
B. — Les exceptions à la règle du non-cumul.....	620
1) Les exceptions seulement apparentes.....	620
2) Les exceptions disparues ou en voie de résorption.....	621
3) Les exceptions maintenues.....	624
§ 2. — <i>La mise en œuvre judiciaire de la règle du non-cumul</i>	628
A. — Le demandeur s'est placé exclusivement sur le terrain de la responsabilité délictuelle.....	628
B. — Le demandeur s'est placé exclusivement sur le terrain de la responsabilité contractuelle.....	632
C. — Le demandeur s'est placé à la fois sur le terrain contractuel et sur le terrain délictuel ou n'a pas précisé le fondement de sa demande.....	634
CHAPITRE III — L'AVENIR DE LA DISTINCTION ENTRE RESPONSABILITÉS CONTRACTUELLE ET EXTRA-CONTRACTUELLE	636

SECTION 1. — ÉTUDE CRITIQUE DU PARTICULARISME DU RÉGIME DE LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE.....	640
§ 1. — <i>Le fondement du particularisme de la responsabilité contractuelle</i>	640
§ 2. — <i>L'examen des différences actuellement retenues entre responsabilités contractuelle et extra-contractuelle à la lumière du fondement de la distinction</i>	642
I. — La définition du « fait dont on doit répondre »	642
II. — Les effets de la responsabilité	643
III. — La mise en œuvre de la responsabilité	646
SECTION 2. — ÉTUDE CRITIQUE DES FRONTIÈRES ACTUELLES ENTRE RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE ET EXTRA-CONTRACTUELLE	648
§ 1. — <i>La remise en cause du caractère « nécessairement » contractuel des actions en responsabilité entre contractants lorsqu'elles sont fondées sur la méconnaissance d'un devoir de portée générale assimilé à une obligation contractuelle</i>	649
§ 2. — <i>La remise en cause de l'application du régime extra-contractuel aux actions en responsabilité entre non-contractants lorsqu'elles sont fondées sur la violation d'une obligation spécifiquement contractuelle</i>	653
§ 3. — <i>La nécessité d'élargir les pouvoirs du juge dans l'application de la distinction</i>	657
SECTION 3. — ÉTUDE CRITIQUE DE LA PLACE OCCUPÉE PAR LA DISTINCTION ENTRE RESPONSABILITÉS CONTRACTUELLE ET EXTRA-CONTRACTUELLE	659
Index alphabétique	671